

Nombre de membres du Bureau :

- en exercice : 21
- membres présents : 19
- suffrages exprimés : 18
- pour : 18

DÉLIBÉRATION n° B2021/134

L'an deux mille vingt et un et le 18 novembre à 19 heures, le Bureau de la Communauté de Communes du Plateau de Lannemezan s'est réuni au nombre prescrit par la loi à son siège social sous la Présidence de Monsieur Bernard PLANO.

Présents : Bernard PLANO, Philippe SOLAZ, Catherine CORREGE, Joëlle ABADIE, Valérie DUPLAN, Roger LACOME, Nicolas TOURON, Céline CASSAGNEAU, André RECURT, Ludovic PONTICO, Serge SOHIER, Régine SARRAT, Maurice LOUDET, Albert BEGUE, Christiane ROTGE, Francis ESCUDE, Didier FAVARO, Jean-Bernard COLOMES et Martine LABAT.

Absents excusés : Alain PIASER et Laurent LAGES.

Objet : Finances - Attribution d'un fonds de concours à la commune de Saint-Arroman pour le financement de travaux de mise en sécurité de voirie communale.

Vu les articles 5111-4 et suivants du CGCT,

Vu l'article L. 5214-16-V du CGCT,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Arroman sollicitant un fonds de concours d'un montant de 3 144 € à la CCPL pour l'opération : travaux de mise en sécurité de voirie communale.

Vu le plan de financement de l'opération,

Dépenses	En € HT	Recettes	En € HT
Opération de travaux de mise en sécurité de voirie communale	37 103.80 €	FAR 2020	24 000.00 €
		Fonds de concours CCPL	3 144.00 €
		Autofinancement commune	9 959.80 €
Total	37 103.80 €	Total	37 103.80 €

Madame Valérie DUPLAN, Maire de la commune de Saint-Arroman ne participe pas au vote.

LE BUREAU

Le Président entendu, après en avoir délibéré, à l'unanimité des voix exprimées,

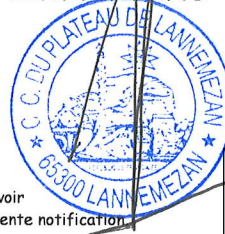
DECIDE

- d'accorder un fonds de concours d'un montant de 3 144 € à la commune de Saint-Arroman pour le financement de l'opération de travaux de mise en sécurité de voirie communale.

Pour copie conforme,

Le Président
Bernard PLANO

Affichée le 26 NOV. 2021



Monsieur le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Aceusé de réception en préfecture
065-200070787-20211118-2021-134B-DE
Date de télétransmission : 26/11/2021
Date de réception préfecture : 26/11/2021